



## LE CAHIER DE L'AGRICULTURE RAISONNÉE

*Le respect de l'environnement  
irrigue les salons*

### Farre sera présent, fin février, aux salons agricoles à Paris

L'association profitera de sa présence au Salon international de l'agriculture à Paris, Porte de Versailles, du 21 février au 1<sup>er</sup> mars 2009, Hall 2.2 Allée A Stand 13, pour échanger sur les actions entreprises en agriculture pour la protection de l'environnement, et notamment pour la qualité de l'eau. Les agriculteurs expliqueront les initiatives auxquelles ils participent sur les territoires en matière de préservation de la quantité et de la qualité de l'eau. Car pour les agriculteurs engagés dans la voie du développement durable, à travers notamment la certification agriculture raisonnée, agriculture



et environnement, ça coule de source ! Parallèlement, au

Salon mondial des fournisseurs de l'agriculture et de l'élevage, à Paris Nord Villepinte, du 22 février au 26 février 2009, les membres du réseau Agro-équipement et Environnement, regroupant des agriculteurs Farre et des constructeurs du Sygma, présenteront aux visiteurs (notamment à des scientifiques, des étudiants et des associations environnementales) les contributions actuelles des filières du secteur à la préservation de l'environnement. Rendez-vous, pour cela, sur le stand d'Axema, dans le hall 5 A, et sur les stands des constructeurs membres du réseau.

C.R.

### La certification environnementale à l'épreuve du terrain

Alexandre Meybeck, chef du bureau de la stratégie environnementale au ministère de l'Agriculture, l'a confirmé le 13 janvier dernier devant une centaine d'agriculteurs réunis à la convention Farre : « nous attendons beaucoup de l'expérimentation HVE sur le terrain ».



Le pourcentage de la SAU en infrastructures écologiques pourrait être l'indicateur biodiversité de la certification haute valeur environnementale.

Depuis décembre 2008, 5 départements (Oise, Tarn, Meuse, Ille et Vilaine et Rhône) participent à cette expérimentation et testent grandeur nature la faisabilité de cette certification dans les conditions les plus variées. Tous les textes ne sont pas écrits et le ministère qui veut faire de cette certification un dispositif « pragmatique, progressif et partagé par la majorité des agriculteurs », souhaite se donner le temps d'écouter le terrain. La clé du succès réside en grande partie, reconnaît Alexandre Meybeck, dans la capacité à articuler la certification avec les autres démarches existantes : l'agriculture raisonnée, mais aussi les chartes bonnes pratiques, démarches des parcs naturels...

Dans le Tarn, la technicienne de la chambre d'Agriculture, Cécile Fraysse, souligne tout l'intérêt de cet aller-retour entre le terrain et l'administration : « la démarche est très bien accueillie, même si les difficultés sont nombreuses notamment parce que la rédaction du niveau 2 laisse trop de place à l'interprétation ».

Dans l'Oise, ce sont des étudiants d'AgroParisTech qui sont allés chez Christophe Grison, agriculteur Farre et membre de la coopérative Val France. « Les niveaux 1 et 2 ne posent aucun problème car comme je suis qualifié en agriculture raisonnée, je n'ai que les modules biodiversité et énergie à approfondir. Par contre pour le niveau 3, ce n'est pas évident d'avoir tous les éléments notamment quand il faut remonter 5 ans en arrière pour le calcul du poids des intrants sur le chiffre d'affaires ».

#### INDICATEURS EN EXPÉRIMENTATION

Indicateurs ! Voilà la principale modification de la certification HVE par rapport à l'agriculture raisonnée.

Le niveau 3 est en effet censé évaluer la performance environnementale de l'exploitation. Pour cela une batterie d'indicateurs est également testée chez la centaine d'agriculteurs qui participe à l'expérimentation.

Un gros travail est encore nécessaire pour élaborer des indicateurs opérationnels, pertinents et simples à mettre en œuvre ! Parmi les pistes en cours d'étude figurent le % de la SAU en infrastructures écologiques comme indicateur biodiversité, l'apport total d'azote sur l'exploitation pour la fertilisation ou les indicateurs IFT (Indice de fréquence de traitement) et Nodu (Nombre de doses unitaires) pour les phytosanitaires.

Dans le Tarn, Cécile Fraysse ne cache pas sa perplexité devant les chiffres qui vont remonter au niveau national car beaucoup d'imprécisions demeurent encore sur les modalités de calcul de ces indicateurs.

GILLES MARÉCHAL

## 3 questions à...



**Bernard Guidez,**  
président de Farre,  
agriculteur dans le Tarn

### 1 • QUEL REGARD PORTEZ-VOUS SUR LES ORIENTATIONS ET LES PROGRAMMES D' ACTIONS ISSUS DU GRENELLE DE L' ENVIRONNEMENT DANS LE DOMAINE AGRICOLE ?

Tout d'abord, il est logique que la société fasse connaître son avis sur l'orientation de l'agriculture, comme l'a fait le traité de Rome en son temps. Produire davantage en assurant qualité, sécurité sanitaire et respect des milieux est une nécessité admise par une large majorité. Je crains cependant que certains confondent les objectifs et les moyens. L'objectif est de réduire les impacts négatifs sur l'environnement, avec des pratiques plus respectueuses. La profession agricole (les agriculteurs et les organismes qui les accompagnent) est prête à relever ce défi. Les agriculteurs dans leur ensemble n'ont d'ailleurs pas attendu le Grenelle pour progresser dans cette voie, la plupart de façon obligatoire (conditionnalité) et d'autres en allant plus avant (certifications). Par contre, les moyens ne me semblent pas les plus adaptés pour réussir cet objectif.

Par exemple, développer le bio est une bonne chose, mais viser 20 % de la SAU en 2012 me paraît ambitieux mais irréaliste. D'une part car le niveau technique

exigé pour cette pratique ne peut-être à la portée de 20% des agriculteurs et d'autre part, compte-tenu du coût supplémentaire, la part de marché n'atteindra pas ce niveau. Cependant, instiller certaines méthodes bio dans le conventionnel semble à la portée d'un grand nombre d'agriculteurs. La combinaison des approches est sûrement une voie d'avenir, plus que le dogmatisme.

De même réduire les phytosanitaires de 50% d'ici à 10 ans est arbitraire. Ce qui importe est la tendance. Cela ne sera possible que grâce à des efforts de recherche importants, à des pratiques d'applications mieux maîtrisées et à la gestion de l'équilibre entre les impacts et les protections sanitaires.

### 2 • LA FUTURE CERTIFICATION HVE NE PRÉFIGURE-T-ELLE PAS LA FIN DES DÉMARCHES ENVIRONNEMENTALES DÉJÀ EXISTANTES, ET NOTAMMENT DE L'AGRICULTURE RAISONNÉE ?

Nous avons toujours considéré la certification comme un outil de transparence, d'évaluation des pratiques et une démarche de progrès. Qu'on appelle cela l'agriculture raisonnée aujourd'hui ou Haute

Valeur Environnementale demain n'a donc pas d'importance. Ce qu'il faut c'est remettre en cause nos systèmes trop simplifiés et faire preuve d'un véritable « génie écologique », pour offrir de nouvelles solutions aux agriculteurs et donc à la société. Dans tous les cas HVE n'a pas pour objectif de tuer l'agriculture raisonnée qui sera d'ailleurs facilement validée au niveau 2. Au contraire ! HVE a pour ambition de fédérer le maximum de démarches existantes tout en ayant une meilleure lisibilité sur le produit.

### 3 • DANS CE CONTEXTE, COMMENT VONT ÉVOLUER LES MISSIONS DE FARRE ?

De part nos statuts, le cœur de notre mission reste la communication autour du métier d'agriculteur. Or, dans les années à venir, cette fonction va s'élargir pour embrasser non seu-

lement la production de biens alimentaires mais aussi celle de services environnementaux. Ce changement d'échelle, cet élargissement du rôle de l'agriculteur appelle de notre part, un énorme travail d'explication et de communication vis-à-vis de nos concitoyens pour, d'une part, leur décrypter le sens de l'agriculture contemporaine et future, et d'autre part, leur expliquer pourquoi et comment nos pratiques évoluent.

Avec notre réseau d'agriculteurs, qui se spécialisent sur des thèmes comme la biodiversité, l'énergie, l'utilisation des produits phytosanitaires, nous disposons d'un vivier d'une centaine d'agriculteurs qui sont aptes à témoigner et notre ambition est d'être un véritable « médiateur » entre le monde rural et la société.

ENTRETIEN RÉALISÉ  
PAR GILLES MARÉCHAL



## Le destin environnemental de l'agriculture... aux agriculteurs !

À l'occasion des 12<sup>es</sup> rencontres Farre au Sénat, le 12 janvier, sur le thème « De nouvelles convergences entre agriculture et environnement », de nombreux intervenants ont insisté pour que les agriculteurs se saisissent du dossier environnemental comme levier du développement d'une « agriculture écologiquement intensive ».

Ce serait presque un appel à la mobilisation générale pour que les agriculteurs reprennent leur destin en main, qui a été délivré, en filigrane, lors du colloque Farre, organisé le 12 janvier à Paris. Pour qu'ils deviennent les artisans de leur réforme. Celle qui doit enraciner une agriculture durable et « hautement » respectueuse de l'environnement !

### MANIFESTATION ENVIRONNEMENTALE

Un appel à réagir, bruyamment, lancé sous forme de boutade, ... quoique... par Bernard Chevassus-au-Louis, président du Conseil scientifique du Cirad : « C'est normal que les agriculteurs soient rémunérés pour les services environnementaux qu'ils réalisent. Alors pour marquer les esprits, pourquoi ne pas manifester, haut et fort comme sait très bien le



Les agriculteurs représentent la première pierre, le premier lien avec la nature.

faire le monde agricole. Montrez vos engagements envers l'environnement et demandez les nécessaires financements ! ».

Car si les attentes en matière d'environnement sont fortes de la part des concitoyens, seule une agriculture pointue, scientifique, permet cette mise en cohérence. Et en face les fi-

nancements sont réduits, même pour des actions de base. « Pour 2009, nous avons perdu 70 % des financements pour la restauration des haies dans le sud du département », témoigne Sarah Pétiard, animatrice Farre dans le Maine-et-Loire.

### L'AGRICULTURE N'EST PLUS UNE ÉVIDENCE

François Ewald, philosophe, qui était le grand témoin de cette journée, rappelle de son côté toute la légitimité des agriculteurs à préserver l'environnement. « Ils représentent la première pierre, le premier lien avec la nature. » Et fait le constat d'un manque de lisibilité de ce rôle. « Les agriculteurs ont raté la révolution environnementale, alors que l'agriculture était la plus concernée. Ces hommes doivent être les premiers contributeurs au débat sur l'environnement, ils doivent être reconnus dans ce rôle d'acteurs responsables. » Et il y a urgence à avancer en rangs serrés pour communiquer avec une société française encore très ancrée dans le néorousseauisme.

« Nos concitoyens découvrent que le monde a besoin de l'agriculture. C'est une vraie chance, souligne Marcel Griffon, directeur de recherche au Cirad. Et aussi une contrainte car il faut répondre à leurs attentes. Profitez de cette situation pour renvoyer une autre image de l'agriculture : ne pas considérer le progrès comme négatif et entrer dans cette phase de transition qui permettra d'évoluer vers l'agriculture écologiquement intensive », préconise le chercheur.



Bernard Chevassus-au-Louis, président du Conseil scientifique du Cirad



François Ewald, philosophe

### UNE CHANCE À SAISIR

La période est donc propice aux messages positifs. Ainsi, le président de Farre estime qu'avec la question de l'alimentation qui revient au cœur des politiques économiques et où la pression sur l'eau, l'air et le sol va devenir croissante : « Il s'agit, pour nous agriculteurs, de saisir une chance à l'origine de nouvelles solutions, de nouvelles utilités collectives, pour d'abord nourrir le monde, mais aussi pour contribuer à faire rouler des voitures, pour approvisionner des usines et entretenir des paysages ».

Reste que le message d'une agriculture productive et écologiquement intensive n'est pas simple à expliquer. « Plus de la moitié des ordres du jour de la chambre d'Agriculture du Maine-et-Loire porte aujourd'hui sur l'environnement, témoigne Christiane Lambert, agricultrice et vice-présidente de la FNSEA. Mais il faut rendre les réponses moins complexes, déjà pour les agriculteurs. »

ANNE DELETTRE



Ont participé au cahier de l'agriculture raisonnée :  
l'équipe de Farre,  
Delphine Guyot, Nadège Redler,  
Claude Richard, Gilles Maréchal

19, rue Jacques-Bingen - 75017 Paris  
Tél. : 01 46 22 09 20  
Fax : 01 46 22 02 20  
Site : www.farre.org

RETROUVEZ-NOUS SUR NOTRE SITE [www.farre.org](http://www.farre.org)

En direct

## « In aqua veritas »

En viticulture, il n'y a pas que le vin d'important, la prise en compte de la problématique de l'eau est également indispensable. Ainsi sur le domaine de Cantemerle, les frères Mabilles accordent une priorité à la gestion qualitative et quantitative de l'eau.

A Saint-Gervais en Gironde, Laurent et Christophe Mabilles agissent à la fois sur la préservation de la qualité de l'eau (en expérimentant un procédé de traitement des rejets) et sur la quantité d'eau utilisée sur l'exploitation, dans le cadre d'une approche raisonnée de leur domaine.

### PROCÉDÉ PILOTE

Laurent et Christophe ont mis en place une station d'épuration pour les déchets viticoles, vinicoles, mais aussi domestiques. « Notre approche novatrice et continue en matière environnementale a conduit la société Agro-Environnement à nous proposer d'acquiescer un procédé pilote constitué de boues activées associées à des lits plantés de roseaux. Cette réalisation est menée en association avec l'Agence de l'eau » précise Laurent Mabilles. « Notre système est équipé d'une chambre de traitement dans laquelle les effluents sont envoyés dans une cuve de grande capacité où la matière organique est dégradée par des microorganismes. Ensuite, le rejet est filtré sur un lit de roseaux dont les racines possèdent une grande capacité épuratrice. Ce système permet également le stockage et la minéralisation des boues ». Les effluents ainsi traités sont collectés par un système de drains et rejetés dans le milieu naturel conformément à la réglementation en vigueur.

### SEULEMENT 1,8 LITRE D'EAU POUR PRODUIRE 1 LITRE DE VIN

La gestion de l'eau sur le domaine de Cantemerle passe aussi par la réduction des quantités. « Aujourd'hui, nous n'utilisons que 1,8 litre d'eau pour produire 1 litre de

## L'eau en viticulture



Système de filtration des rejets par les roseaux.

vin. Ainsi sur notre exploitation de 50 ha, nous ne consommons que 267 m<sup>3</sup> par an. Le progrès est significatif, puisqu'il y a 10 ans, nous utilisions 5 litres d'eau pour produire 1 litre de vin » explique Laurent Mabilles. « Cela a pu être possible grâce à l'utilisation d'un pulvérisateur à ultra-bas volume, le lavage des barriques en haute pression avec auto-vidange et vapeur, la récupération des eaux pluviales... ».

### DES PISTES DE PROGRÈS ENVISAGEABLES

Pour les frères Mabilles, « il serait encore possible de diminuer la quantité d'eau utilisée, notamment par la récupération des eaux traitées par la station d'épuration. Pour cela, il faudrait que la loi évolue dans le domaine de la réutilisation des eaux épurées. A ce jour, dans certains pays, des industries agroalimentaires fonctionnent légalement en réutilisant les effluents dépollués, une fois revalorisés. Les pouvoirs publics français doivent se saisir de ce sujet : la réglementation est aujourd'hui très compliquée et économiquement inapplicable. Les textes de base datant de la fin des années 80, il faudrait mettre en cohérence les possibilités de revalorisation de l'eau avec les technologies de traitement actuelles ». L'eau n'a pas fini de couler sous les ponts... **N.R.**

## Échos

### COMMUNICATION ET EXPÉRIMENTATIONS SUR L'ÎLE DE LA RÉUNION

Le nombre d'exploitations certifiées en agriculture raisonnée continue sa progression à La Réunion. « Nous sommes actuellement à 41 exploitations sur l'île, essentiellement en fruits et légumes et polyculture » précise Willy Suzanne, animateur Farre. « En prévision, nous tablons sur 30 à 40 supplémentaires pour 2009 ». « Tout récemment, pour une meilleure information du consommateur, nous avons déposé auprès de l'Inpi (Institut national de la propriété industrielle) un sticker de reconnaissance pour les produits issus des exploitations en agriculture raisonnée qui précise également le nom du producteur et son numéro d'attribution de la qualification par Octroi (Organisme certificateur tropique Océan indien) ». Par ailleurs, Farre Réunion poursuit son appui technique pour une agriculture plus écologique.

Ainsi, des essais de co-compostage sont à l'étude.

« Nous menons également des travaux concernant le retour à l'équilibre biologique sur les exploitations agricoles », poursuit Willy Suzanne. « L'objectif est de recréer l'habitat naturel des auxiliaires de cultures et de les maintenir sur les parcelles grâce à la mise en place de bandes enherbées et fleuries. Les premiers résultats en arboriculture sont concluants et nous transposons actuellement cette approche en culture maraîchère de plein champ ». **C.R.**

